

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Catherine PIVOT*

L'agriculture est d'abord l'utilisation par l'homme des processus naturels. Partout dans le monde, cette activité exige de la terre, du travail et des instruments aratoires ; mais partout il est nécessaire de trouver des solutions aux problèmes de la propriété de la terre, du travail du sol et de la gestion des exploitations, d'où une très grande variété des systèmes d'exploitation et des résultats productifs régionaux.

Par ailleurs, le sol, support matériel des activités humaines, a toujours eu des significations multiples. Dans la plupart des sociétés de subsistance, la terre, source de fertilité et de subsistance, a été léguée par des ancêtres ; il s'agit donc pour les générations présentes d'en assurer la surveillance ici-bas. De même, la localisation des cultures peut être reliée à des rituels religieux ou à la nécessité d'assurer une continuité dans les usages du sol. Le sol est donc un support de production tout autant qu'un facteur de production, c'est aussi un bien permettant la consommation, c'est un cadre de vie que l'on aménage et c'est souvent un élément de patrimoine. Tous ces facteurs sont constamment présents, avec des poids plus ou moins importants, suivant les lieux, les époques.

* Professeur, Université Jean Moulin (Lyon 3), ESA CNRS 5055.

Ainsi, une opposition majeure entre l'Afrique («civilisation de la jachère») et l'Asie («civilisation de la rizière») a longtemps permis de différencier ces deux grandes zones géographiques. Cette opposition relevait avant tout de techniques de production et d'encadrement liées à tout un héritage historique et socioculturel. En effet, la culture du riz fut longtemps une culture peuplante qui n'épuisait pas la fertilité des sols, permettant l'existence de fortes densités de population dans les vallées alluviales et les deltas. Au contraire, fournissant des rendements corrects pour un travail limité, l'agriculture sur brûlis était parfaitement adaptée à une Afrique peu peuplée et disposant de larges terres vacantes.

Si le travail de **Pascale Phélinas** consacré à une *analyse régionale de la riziculture thaïlandaise* confirme l'actualité d'une telle opposition, il oblige aussi à une réflexion sur la régionalisation des systèmes de production dans ce pays. En particulier, en appliquant la notion d'avantage comparatif à l'analyse régionale, il est montré que ce sont les régions dans lesquelles l'État a largement financé les aménagements hydro-agricoles où les pratiques culturales intensives sont demeurées les plus fréquentes ; le dépeuplement relatif de ces zones à la suite de l'exode rural n'a donc pas remis en cause le mode de production, l'homme étant toutefois remplacé par la machine. Cet article permet également de confirmer une tendance de fond valable tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement : à savoir la diversité des réponses régionales à l'évolution des techniques en fonction de la rareté relative de la terre et de la main d'œuvre propre et de restituer cette réponse dans le cadre d'un "processus d'innovation induite"¹.

Cependant si l'intervention des pouvoirs publics dans les régions agricoles des pays en voie de développement s'est souvent traduite par des aménagements hydro-agricoles, les interventions au niveau national sur les prix et les marchés ont eu un rôle décisif sur les choix de spécialisation et de systèmes d'exploitation dans ces mêmes régions. En effet, l'intervention de l'État par l'intermédiaire des prix introduit un changement dans les risques et par conséquent conditionne le comportement des agriculteurs².

L'article de **Catherine Araujo Bonjean** et **Jean-Paul Azam** analyse les conséquences de la libéralisation des prix sur le fonctionnement du marché du riz dans le cas de Madagascar. En effet, le secteur rizicole de ce pays fut fortement

¹ Binswanger H. et Ruttan V., 1978, *"Induced Innovations: Technology, Institutions and Development"*, The John Hopkins University Press, Baltimore.

² Cf. Just R.E., 1974, "An Investigation of the Importance of Risk in Farmer's Decisions", *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 18-21, p. 25-36.

marqué par un contrôle étatique fort pendant toute la durée du régime socialiste (1972-1986), le retour à un système plus libéral aurait dû favoriser un fonctionnement plus efficace de ce secteur. Certes leur analyse de la politique d'ajustement met en évidence son succès relatif dans la mesure où les objectifs de court terme en matière de correction des distorsions de prix et de performance du marché ont été remplis tout en préservant la stabilité des prix du riz. Par ailleurs, l'analyse des prix intérieurs à partir de la méthode de calcul de la protection de Krueger, Schiff et Valdès³ révèle une plus grande efficacité des opérations d'arbitrage spatial, montrant ainsi un renforcement de l'intégration régionale et une ouverture du marché malgache sur le marché mondial. Cependant les effets à long terme sont plus décevants, la production n'ayant pas augmenté de façon significative. Les limites d'une politique de relance par les prix conduit donc à une interrogation quant son efficacité à traiter les problèmes de dysfonctionnements structurels : contrainte de liquidité forte, logistique défectueuse, faible développement des techniques culturales et insuffisance d'infrastructures dans le monde rural.

Si l'analyse des réponses des agents économiques aux incitations de prix est estimée économétriquement à travers un modèle d'équilibre partiel dans le travail précédent, **Véronique Alary** emploie, en revanche, la technique de l'enquête de terrain et les techniques de dépouillement de questionnaires afin d'aborder le problème de la crédibilité des actions des pouvoirs publics et de l'impact de leur décision sur *les comportements des planteurs de cacao au Cameroun*. Ce travail montre la permanence du problème de l'accessibilité à la terre dans ce pays. Ainsi, paradoxalement, alors que la libéralisation du prix du cacao avait pour objectif de faciliter l'intégration de la filière cacao dans une logique marchande accrue, les décisions de production semblent encore fortement marquées par la volonté de constituer un capital foncier et un capital social en raison du contexte d'incertitude politique forte. Ce travail confirme ainsi que toute décision d'investissement et d'amélioration culturelle par un planteur demeure liée à un sentiment de sécurité⁴. La terre devient alors une production conjointe⁵ qui doit être constamment améliorée et enrichie par l'usage productif, le caractère de culture de rente pour le cacao trouvant son origine dans la méthode de production employée.

³ Krueger A., Schiff M. et Valdès A., 1988, "Agricultural Incentives in Developing Countries: Measuring the Effect of Sectoral and Economywide Policies", *World Bank Economic Review*, Vol. 2, n° 3, p. 255-271.

⁴ Cf. Barrows R.L. et Roth M., 1989, "*Land Tenure and Investment in African Agriculture: Theory and Evidence*", Land Tenure Center, n° 136, Madison, University of Wisconsin.

⁵ Cf. Sraffa P., 1977, "*Production de marchandises par des marchandises*", Paris, Dunod, 1977.

La lecture des articles précédents montre la nécessité d'intégrer dans l'analyse des conditions de production la localisation, et donc l'espace qui depuis les travaux de von Thünen⁶ a conduit de nombreux économistes à différencier les terres non pas par leur fertilité ou leur rendement, mais par leur localisation. Par conséquent, alors que jusque-là le modèle ricardien considérait les caractéristiques d'une terre comme immuables et conditionnant l'usage de la terre (rente foncière), avec von Thünen les facteurs de situation sont devenus déterminants. La terre devient alors source d'inégalités car elle n'est plus isolée de son environnement géographique, politique, naturel, etc.

L'article de **Michiel A. Keyzer** consacré à une *procédure de représentation des interactions spatiales issues des conditions géographiques* s'inscrit donc dans cette tradition de différenciation des terres agricoles à partir des caractéristiques de leur localisation. Mais alors que la plupart des travaux s'interroge sur l'impact de l'environnement socio-économique, son originalité est de s'intéresser à l'impact de l'environnement biophysique sur les résultats productifs agricoles. Les résultats présentés trouveront sans doute un écho chez les spécialistes de l'économie de l'environnement en les amenant à élargir leur conception de l'interactivité, les interactions marchandes coexistant avec les interactions naturelles. Mais ils ouvrent aussi sur des prolongements en matière d'effets environnementaux de proximité.

Cependant si la localisation des exploitations dans l'espace conditionne les choix de production, l'agriculteur demeure l'acteur de base de la structuration de ses relations avec les autres acteurs de l'espace rural. Or en raison des phénomènes de dépopulation et de déprise agricole, il lui est aussi de plus en plus difficile de survivre dans les régions en voie de marginalisation. **Gilles Bazin** et **Bernard Roux** dans un article consacré aux *perspectives de développement rural dans les régions de montagne et défavorisées méditerranéennes de la Communauté Européenne* montrent comment peut s'organiser la résistance à la marginalisation. Des études de cas leur permettent de proposer des pistes de mise en place d'un processus de résistance et de reconquête. La valeur humaine étant le fondement de ce processus, une valorisation des ressources locales est alors jugée possible. La notion de solidarité évoquée comme condition nécessaire au succès de la plupart des "projets de résistance" n'est pas sans évoquer la notion de micro-institution⁷, creuset de l'interactivité entre les acteurs du monde rural (associations, comité de

⁶ Cf. von Thünen J.H., 1826, "Der isolierte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und Nationalökonomie", Hamburg (trad. française : L'État isolé, Paris, Guillaumin, 1851).

⁷ Cf. de Janvry A., Sadoulet E. et Thorbeck E., 1993, Introduction, *World Development*, n° 21/4, p. 565-575.

gestion, groupement d'achats, etc.).

A l'échelle d'une région, les actions de développement local sont donc souvent organisées autour d'une spécialisation voire d'un seul produit. Mais paradoxalement une telle concentration de l'activité ne facilite pas la connaissance des mécanismes de la dynamique économique de cette même région. Les systèmes de comptabilité nationale lorsqu'ils existent, demeurent encore marqués par la prédominance d'une approche globale de l'activité économique dans un pays. La spécificité spatiale du développement est alors difficile à modéliser. La note de **Michel Benoit-Cattin** est donc consacrée à la présentation d'une *méthode de construction de comptes agricoles régionaux avec l'élaboration d'une matrice de comptabilité sociale*. Cette méthode peut aussi servir de base au suivi et à l'évaluation de projets régionaux de développement. Le cas du delta du Sénégal spécialisé dans la production du riz est présenté.

L'évaluation des besoins en eau est également cruciale pour toutes les régions rurales. Mais cette évaluation devient stratégique lorsqu'une région est au cœur d'enjeux politiques et soumise aux fluctuations des frontières. L'"arme de l'eau" remplace alors l'"arme du blé" ou l'"arme du pétrole". Le stockage de l'eau est ainsi l'un des problèmes majeurs affectant le développement au Moyen-Orient. **Raphaël Bar-El** présente un travail d'estimation des *besoins en eau des zones situées à l'Est et à l'Ouest du Jourdain*. La priorité donnée à la satisfaction aux besoins urbains en raison de la forte croissance des populations des villes exigera sans doute une modification des systèmes de production pour éviter les surcoûts liés à la raréfaction relative de l'eau tout en permettant l'accroissement de la production agricole de la région.

Les principaux facteurs de production sont donc paradoxalement encore rares dans de nombreuses régions agricoles : la terre, le capital et l'eau. Seul le travail est généralement abondant ; mais sa qualification est souvent encore insuffisante. L'ensemble des contributions présentées dans ce numéro montreront peut-être au lecteur que l'origine de leur rareté est sans doute plus à trouver dans les conséquences non maîtrisées ou inattendues de décisions des pouvoirs publics en matière de politique agricole que dans la fatalité de la nature.